



CHÂTENAY-MALABRY

République Française

Liberté - Egalité - Fraternité

Arrêté n° 317

ARRÊTÉ MUNICIPAL FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMÉRATION DE CHÂTENAY-MALABRY.

LE MAIRE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES HAUTS-DE-BIÈVRE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à 2213-6,

VU le code de la voirie routière,

VU le code de la route et notamment l'article R 410-2 et suivants,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 7 juin 1977,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livres 1 – cinquième partie signalisation d'indication) approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de fixer les limites de l'agglomération sur le territoire de la commune de Châtenay-Malabry,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de **CHÂTENAY-MALABRY**, au sens de l'article R 411-2 du code de la route, sont définies sur les voies suivantes, telles que représentées sur le plan annexé :

Route de Bièvres, (bretelle N 118)

RD 2 / Carrefour du 11 novembre

Carrefour de la Belle Fille, angle Route du Plessis Piquet / route de Saint Leu

En dehors des voies sur lesquelles sont fixées des entrées/sorties d'agglomération, les autres limites de l'agglomération correspondent aux limites du territoire communal.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 : Madame le Directeur des Services techniques, Messieurs le Commissaire Principal de Police, le Responsable de la Police Municipale, sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur le Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine
- Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre
- Monsieur le Commissaire Principal de Police
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale

Fait à Châtenay-Malabry, le 19 juin 2012.

ARRÊTÉ

Reçu en Préfecture le : 25/06/12

~~Publié ou notifié le :~~ 25/06/12

Certifié exécutoire par le Maire

En application de la loi n° 82.213
du 2 mars 1982



Le Maire
Georges SIFFREDI

Vice-Président du Conseil Général
Président des Hauts-de-Bièvre

Pour ampliation
Par délégation, l'Attaché Territorial

Eric GRANGE

VILLE DE CHATENAY-MALABRY

Plan de délimitation de l'agglomération

(au sens de l'article R411-2 du code de la route)

